



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Pôle administratif des Installations
Classées**

La préfète de la Haute-Savoie

Annecy, le 15 décembre 2025

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2025-0106 du 15/12/2025

arrêté préfectoral complémentaire

**société Annecy béton Carrières qui exploite une carrière à sec de matériaux alluvionnaires
sur la commune de DESINGY (74270)
(siret : 32602006200047)**

VU le code de l'environnement, et ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU le décret 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 24 juillet 2025 nommant M. Carl ACCETONE, administrateur de l'Etat du deuxième grade, en tant que, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements ;



VU l'arrêté préfectoral 2014167-0006 du 16 juin 2014 autorisant le renouvellement et l'extension de l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires à sec par la société SA Annecy Béton Carrières sur la commune de Desingy ;

VU l'inspection réalisée sur site le 4 juillet 2025 ;

VU le rapport et les propositions en date du 25 septembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur et transmis par courriel avec Accusé de Réception 1A 217 681 7105 4 du 29 septembre 2025 conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant à l'issue de la phase contradictoire ;

CONSIDÉRANT que les besoins en eau pour le fonctionnement de la carrière et des installations de traitement sont largement inférieurs au volume annuel autorisé ;

CONSIDÉRANT que les périodes de sécheresse se multiplient et s'intensifient sur le département de la Haute-Savoie ;

CONSIDÉRANT qu'un abaissement de 30 % du volume autorisé, ne remet pas en cause le bon fonctionnement des installations de traitement du fait de leur faible consommation d'eau ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, la Préfète peut imposer des mesures additionnelles ;

CONSIDÉRANT, que l'arrêté n°PAIC 2025-0097 du 24 novembre 2025 comporte une erreur d'unité de volume à l'article 1^{er} ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Prélèvement dans le Rhône

Le présent arrêté ANNULE ET REMPLACE l'arrêté n° PAIC n°2025-0097 du 24 novembre 2025

L'article 32.1 de l'arrêté préfectoral n°2014167-0006 du 16 juin 2014 autorisant le renouvellement et l'extension de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaire par la SA ANNECY BETON CARRIERES à Desingy, dont le siège social est 4 RUE ARISTIDE BERGES, 38080 L'ISLE-D'ABEAU, est modifié selon les modalités suivantes :

Les termes « le volume annuel est limité à 150 000 m³/an » sont remplacés par « **le volume annuel est limité à 100 000 m³/an** ».

Article 2 : Modalités d'exécution, voies de recours

Article 2.1 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté sera notifié au président de la SA Annecy Béton Carrières dont le siège social est situé 4 rue Aristide Berges, 38 080 L'Isle-d'Abeau. Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr » prévus par l'article R 181-50 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article R 181-50 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 2.3 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Desingy (74270) et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de Desingy (74270) pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 2.4 : Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Desingy.

Pour la préfète,
Le secrétaire général,



Carl ACCETTONE